



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 2961-LUNDI 10 JUILLET 2017

## PROCESSUS ÉLECTORAL

# Pas d'élections en décembre 2017

Invité au siège de l'Organisation internationale de la Francophonie à Paris le 7 juillet, Corneille Naanga a déclaré sans tergiverser qu'il lui était impossible d'organiser les élections avant la fin de l'année 2017. Le patron de la Centrale électorale a évoqué la situation sécuritaire précaire dans la région du Kasai et dans plusieurs provinces du pays, comme une des raisons ayant conduit à ce report.

Le président de la Céni s'en remet à l'article IV.2 de l'accord de la Saint-Sylvestre qui dispose que dans l'hypothèse de la non-tenue des scrutins au plus tard en décembre 2017, le Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral, le gouvernement et la Céni peuvent unanimement apprécier le temps nécessaire pour le parachèvement des dites élections.

Page 2



Corneille Naanga



Siège de la Banque mondiale

## CRISE ÉCONOMIQUE

## Kinshasa demande l'aide des bailleurs de fonds

Après le camouflet infligé au pays par la banque suisse VTB qui a nié publiquement tout engagement de prêt d'un milliard de dollars vis-à-vis de la RDC comme annoncé, le gouvernement vient de se retourner vers ses partenaires financiers. Dans une récente note d'information à destination des chancelleries occidentales et des institutions internationales, le cabinet du Premier ministre aurait sollicité un appui financier ainsi que des appuis budgétaires

de la part des bailleurs de fonds pour permettre à la RDC d'équilibrer sa balance des paiements. Avec l'effondrement du cours des matières premières qui constituent plus de 80% des exportations du pays, les recettes ont fortement diminué. Reste à savoir comment les chancelleries occidentales vont réagir à cette requête intervenue après les violentes charges de Kinshasa contre les Occidentaux accusés d'ingérence. Page 3

## INSÉCURITÉ

## La police nationale annonce des patrouilles et des bouclages ciblés

La Police nationale congolaise (PNC) a avisé sur l'organisation des patrouilles et des bouclages ciblés. À en croire son porte-parole, le commissaire général de la PNC a instruit les différents responsables de la police en provinces pour que soient organisées des opérations de police en rapport avec les rondes, patrouilles, check-points, ratissages et bouclages ciblés. L'objectif de ces opérations est de récupérer tant soit peu, d'une manière ou d'une autre, les évadés des prisons et différents cachots du pays, qui sont en train de perturber l'ordre public. Pour bien s'acquitter de cette tâche, chaque commissariat de la police disposera d'un escadron mobile d'intervention à l'état neuf. Page 3



Des éléments de la PNC en faction

## PROCESSUS ÉLECTORAL

## Pas d'élections en décembre 2017

**Invité au siège de l'Organisation Internationale de la Francophonie à Paris le 7 juillet, Corneille Naanga a déclaré sans tergiverser qu'il lui était impossible d'organiser les élections avant la fin de l'année 2017.**

On le disait déjà des bouts de lèvres. La perspective d'organiser les élections présidentielle et législatives conformément à l'accord signé le 31 décembre 2016 relevait du domaine de l'impossible. Tous les esprits avertis étaient unanimes à reconnaître le côté aléatoire de cette échéance qui procédait plus de l'illusion politique que de la réalité vraie.

Cette fois-ci, la Céni, après avoir longtemps maintenu le suspense sur cette question, a finalement décidé d'ôter ses masques pour évoluer à découvert disant les choses telles qu'elles sont. De passage à Paris, le président de la Céni a déclaré au cours d'un point de presse tenu le 7 juillet à l'issue d'une réunion sur le processus électoral en RDC organisée au siège parisien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qu'il n'était pas possible d'organiser les élections avant la fin de l'année.

Pour une première fois, Corneille Naanga n'a pas usé de circonlocutions ni de langage ambigu pour déclarer la non-tenu des élections d'ici décembre. Dans les conditions fixées par l'accord signé le 31 décembre 2016 qui prévoyait que les élections présidentielle, législatives et locales soient organisées simultanément au plus tard en décembre 2017, il ne sera donc pas possible de tenir ce pari, a-t-il indiqué. Le patron de la Centrale électorale a évoqué la situation sécuritaire précaire dans la région du Kasai et dans plusieurs provinces du pays, comme une des raisons ayant justifié ce report.

En effet, les violences qui frappent de plein fouet le centre du pays et



Corneille Naanga

ailleurs, notamment la partie Est toujours en proie à l'activisme des groupes armés, ne sont pas de nature à favoriser le déroulement des activités préélectorales. Corneille Naanga espère que très bientôt la sécurité sera rétablie au Kasai central et dans les environs pour permettre à son institution d'être opérationnelle dans cette partie du pays. Il projette d'ailleurs lancer les opérations d'enrôlement pour les électeurs du Kasai avant le mois d'août.

Pour en revenir au report des élections, le président de la Céni s'en remet à l'article IV.2 de l'accord de la Saint-Sylvestre qui dispose que dans l'hypothèse de la non-tenu des scrutins au plus tard en décembre 2017, le Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral (CNSA), le

gouvernement et la Céni peuvent unanimement apprécier le temps nécessaire pour le parachèvement des dites élections. Il s'agit ici de maintenir la dynamique électorale déjà en branle avec le processus d'identification des électeurs qui poursuit son bonhomme de chemin. Autrement dit, les trois organes précités vont se mettre ensemble pour évaluer objectivement le travail qui a été fait et fixer les différents délais « nécessaires avant ces scrutins ». Les trois organes sont, en effet, les trois habilités à prendre une décision d'extension du processus électoral qui pourrait vraisemblablement aller jusqu'au mois d'avril 2018 ou même au début de janvier 2019, selon les estimations les plus pessimistes.

Pour la Céni, il n'y a pas lieu de

s'agiter étant entendu que l'institution maintient le cap pour avoir déjà enrôlé à ce jour plus de 31 millions d'électeurs, soit environ 78% du total attendu. « Nous travaillons de toutes nos forces pour parvenir à l'organisation de ces élections, qui sont voulues par le peuple congolais », a tenu à rassurer Corneille Naanga. Entre-temps, les partenaires occidentaux continuent à faire pression en exigeant à Kinshasa la publication d'un « calendrier électoral officiel et consensuel pour l'organisation des élections ». Ce qui tarde encore à venir.

Par ailleurs, cette déclaration de Corneille a entraîné une levée de boucliers dans les milieux politiques de l'opposition où l'on estime que cela découle incontestablement de la mauvaise foi du

pourvoir en place et de tous ses acteurs institutionnels commis à l'organisation des élections. « Il s'agit manifestement d'un schéma préétabli destiné à empêcher et à priver définitivement le peuple congolais de son droit le plus légitime d'élire ses dirigeants », a pour sa part déclaré le président de l'Union démocratique africaine originelle, Claudel Lubaya, dans une déclaration rendue publique le 8 juillet. Il a rejeté ladite déclaration susceptible, à ses yeux, de « plonger le pays dans une situation aux conséquences incalculables ». Et d'ajouter que cette déclaration « faite en dehors du pays et sans évaluation préalable avec toutes les parties prenantes à l'accord du 31 décembre 2016 » n'engage que son auteur.

**Alain Diasso**

**ADIAC**

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

**DIRECTION**

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

**RÉDACTIONS**

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

**RÉDACTION DE KINSHASA**

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni MAssela  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bobe  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC  
Tél. (+243) 015 166 200

**RÉDACTION DE BRAZZAVILLE**

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Campoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

**ÉDITION DU SAMEDI :**

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

**RÉDACTION DE POINTE-NOIRE**

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Méline Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

**MAQUETTE**

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

**INTERNATIONAL**

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

**ADMINISTRATION ET FINANCES**

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

**PUBLICITÉ ET DIFFUSION****Coordnatrice, Relations publiques :**

Adrienne Londole  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

**Commercial Pointe-Noire :**

Méline Eta Anto  
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelélé Ngonzo

**TRAVAUX ET PROJETS**

Directeur : Gérard Ebami Sala

**INTENDANCE**

Assistante : Sylvia Addhas

**DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)**

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

**IMPRIMERIE**

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : [imp-bc@adiac-congo.com](mailto:imp-bc@adiac-congo.com)

**INFORMATIQUE**

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

**LIBRAIRIE BRAZZAVILLE**

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

**GALERIE CONGO BRAZZAVILLE**

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mbassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

**ADIAC**

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## CRISE ÉCONOMIQUE

## Kinshasa demande l'aide des bailleurs de fonds

**Le gouvernement en appelle donc à ses partenaires financiers pour éviter de se retrouver en situation de défaut de paiement à la lumière de la crise économique qui frappe le pays de plein fouet.**

La situation socioéconomique de la RDC est, pour l'heure, chaotique. Tous les signaux sont au rouge. Les caisses sont vides et la croissance est faible. Il y a de quoi craindre le pire avec le risque que le pays se retrouve en situation de défaut de paiement. L'effondrement du cours des matières premières, qui constituent plus de 80% des exportations du pays, a eu une incidence négative sur les recettes publiques qui ont fortement diminué. La chute des cours des matières premières ne permet plus au pays de payer ses importations ni de boucler son budget. De la sorte, il faut chercher de nouvelles voies de sortie. C'est ainsi qu'il y a peu, le gouvernement avait enjoint les compagnies étrangères opérant à l'ex-Katanga de rapatrier en RDC 40% des devises qu'elles perçoivent de la vente des produits miniers. L'objectif visé par cette dé-



Bruno Tshibala

cision est sans doute de renflouer les caisses de l'État qui sonnent désespérément vides.

Pour sortir de l'impasse, le Premier ministre Bruno Tshibala s'en remet aux bailleurs de fonds et ce, après le camouflet infligé au pays par la banque suisse VTB qui a nié publiquement tout en-

gagement de prêt d'un milliard de dollars vis-à-vis de la RDC comme annoncé. Dans une récente note d'information à destination des chancelleries occidentales et des institutions internationales, il nous revient, d'après des sources concordantes, que le cabinet du Premier ministre aurait solli-

cité un appui financier ainsi que des appuis budgétaires de la part des bailleurs de fonds pour permettre à la RDC d'équilibrer sa balance des paiements. Les difficultés économiques qu'éprouve actuellement la RDC requièrent une bouffée d'oxygène en termes d'assistance financière pour l'ai-

der à relever la tête et redresser la barre.

Dans le contexte socioéconomique actuel, l'initiative de Bruno Tshibala est compréhensible, car le marasme a atteint aujourd'hui des cimes inespérées. Le déficit budgétaire a quasiment triplé en un an. Le pays manque cruellement de devises étrangères et le franc congolais devrait perdre en 2017 la moitié de sa valeur par rapport à l'an passé. Le taux d'inflation avoisine les 50% sur l'année. Le pouvoir d'achat des Congolais pourrait être divisé par deux d'ici la fin de l'année. Un tableau quasi apocalyptique qui traduit la misère généralisée dans laquelle se fourvoie actuellement la RDC dont l'économie a enregistré une perte chiffrée de 1,7 milliard de dollars américains, soit 4,5% du PIB, selon une étude réalisée par Programme alimentaire mondial. Reste à savoir comment les chancelleries occidentales vont réagir par rapport à cette sollicitation qui intervient après les violentes charges développées par Kinshasa contre les Occidentaux au nom de la souveraineté nationale.

**Alain Diasso**

## INSÉCURITÉ

## La police nationale annonce des patrouilles et des bouclages ciblés

**L'objectif de ces opérations est, selon le porte-parole de la PNC, de récupérer tant soit peu, d'une manière ou d'une autre, les évadés des prisons et différents cachots du pays qui sont en train de perturber l'ordre public.**

La Police nationale congolaise (PNC) a avisé sur l'organisation des patrouilles et des bouclages ciblés. À en croire

le porte-parole de la police, le Colonel Pierrot Mwanamputu, qui est passé sur les ondes de Top Congo FM, le commissaire général de la PNC a instruit les différents responsables de la police en provinces pour que soient organisées des opérations de police en rapport avec les rondes, patrouilles, des check-points, des ratissages et des bouclages ciblés.

Ces opérations visent, a-t-il affirmé, de « récupérer tant soit peu, d'une manière ou d'une autre, ces êtres qui sont en train de perturber l'ordre public ». Pour s'acquitter de cette mission, a rassuré le colonel Mwanamputu, chaque commissariat de la police disposera d'un escadron mobile d'intervention à l'état neuf.

#### La population n'a pas suffisamment coopéré

Selon le porte-parole de la police, cette dernière a décidé de passer à l'offensive parce que la population n'a pas suffisamment collaboré avec les autorités ou la police, qui attendaient d'elle de dénoncer tout individu suspect ou supposé évadé de la prison ou des cachots qui serait aperçu dans la cité.

Le colonel a, dans ce sens, rappelé que lors des évasions enregistrées dans la capitale et dans le territoire de Kasangulu, dans le Kongo Central, la PNC avait lancé un appel à dénonciation pour ramener les évadés en cellules. Mais cet appel n'avait pas eu suffisamment d'échos dans la population. « Les citoyens réticents n'ont pas coopéré avec les services de l'ordre », a-t-il regretté, notant qu'après une brève accalmie, ces « inciviques » sont sortis de leurs tanières et opèrent de jour comme de nuit.

Toutefois, le colonel Pierrot Mwanamputu exhorte la population au calme. Il lui demande de ne pas s'alarmer parce que, a-t-il noté, « la présence de la Police est et sera remarquable dans tous les points chauds ».

#### Un encadrement efficace des policiers

Déjà, en apprenant cette nouvelle, certaines voix se sont élevées en vue d'exhorter les responsables de la police à un encadrement efficace des éléments commis à cette tâche. Se rappelant des bavures et dérapages enregistrés lors des opérations précédentes qui avaient pour objectif notamment de mettre hors d'état de nuire les gangs qui terrorisaient les villes du pays, ces voix craignent qu'un encadrement insuffisant ou inefficace laisse libre court à ces genres d'actes dans le chef des policiers commis à cette énième opération. « L'opération Likofi avait sa raison d'être et a donné des résultats positifs mais les dérapages enregistrés ont fait que cela avait diminué la satisfaction que l'on pouvait avoir à l'issue de cette dite opération », a souligné un Kinois sous le couvert de l'anonymat.

Croyant au professionnalisme de la PNC, ces voix attendent de la hiérarchie de ce corps de métier de mettre en place des mécanismes en vue d'éviter que cette nouvelle opération se transforme à la tracasserie des populations ou donne lieu à des règlements des comptes.

**Lucien Dianzenza**



Radio Okapi/Ph John Bompengo

Des éléments de la police nationale commis à l'opération Likofi/archives

## ALIMENTATION

# Déjà 700 000 morts en l'espace de quatre ans à cause de la faim

**Le lancement du dernier rapport de l'étude sur le coût de la faim en RDC promet de susciter un grand débat pour ses révélations. Entre 2010 et 2014, au moins 729 000 décès d'enfants sont signalés pour cause de sous-nutrition sur l'étendue du territoire national.**

Ce chiffre représente au moins 30 % de tous les cas de mortalité des enfants de moins de cinq ans au cours de cette période. Une situation qui semble contredire la vocation agricole du pays sans cesse réaffirmé par le gouvernement. En RDC, on meurt encore de faim. Au niveau de leurs conclusions, les enquêteurs ont mis en garde sur l'urgence pour le pays de s'investir totalement dans la lutte contre ce fléau qui risque de plomber le développement économique faute d'une main d'oeuvre apte à exécuter les nombreux chantiers nationaux. Parler d'une telle ampleur de sous-alimentation paraît quelque peu déplacé dans un

pays présenté historiquement comme un grenier agricole. Pourtant, la question a mobilisé en début de week-end l'équipe gouvernementale sous la conduite de son Premier ministre, Bruno Tshibala Nzenzhe. En effet, les autorités congolaises ont lancé solennellement le rapport de l'étude sur le coût de la faim en RDC, une étape importante avant la mise en place dans les meilleurs délais, espère-t-on, d'une véritable politique nationale de lutte contre la faim. La cérémonie officielle a connu la participation des représentants des agences du Système des Nations unies et d'autres partenaires au développement dont les techniciens et financiers. Sur le terrain, le projet est exécuté par le Programme alimentaire mondial (PAM). Toutefois, il s'agit d'une initiative régionale menée par la Commission de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique.

D'emblée, l'idée est d'aider la RDC à se doter d'une base fiable de données sur l'im-

pact social et économique de la sous-nutrition chez l'enfant pour une année donnée. Aussi l'enquête a-t-elle confirmé les craintes de départ. La situation de malnutrition infantile n'est plus un secret dans le pays. Au-delà, l'on sait mieux à présent les effets sur d'autres secteurs dont la santé, l'éducation, la productivité et même l'économie nationale. Les enquêteurs en sont arrivés à appuyer sans détour une approche politique multisectorielle dans le but d'agir plus efficacement au retard de croissance de l'enfant. Lors de sa prise de parole, Bruno Tshibala a réaffirmé la détermination tant du chef de l'État que de son gouvernement à mener une lutte acharnée contre ce fléau très dévastateur. Son principal objectif est bien entendu d'arriver à réduire la mortalité infantile dans le pays.

#### Pistes de solutions

Pour y parvenir, la stratégie gouvernementale privilégie à ce stade la redynamisation

de la structure productive du monde rural. Elle intègre ainsi le développement de la production agro-industrielle et le renforcement des petits exploitants. Au-delà, elle appuie les efforts d'optimisation des potentialités du pays dans les domaines aussi divers que l'élevage et la pêche. La nécessité de maintenir une politique très forte dans cette matière est justifiée pour juguler les effets dévastateurs signalés sur les résultats scolaires des enfants victimes de la malnutrition chronique. Ventre affamé n'a point d'oreilles, dit-on. Et cela se vérifie dans le constat d'une montée des risques de redoublement, d'abandon et même de réduction des capacités productives de l'enfant avec des conséquences néfastes plus tard à l'âge adulte. En intervenant de manière plus efficace, le pays devrait arriver à agir sur au moins 48 % de la mortalité infantile actuellement recensée. Ce qui n'est pas rien. Il n'est pas exagéré d'affirmer également que

la malnutrition représente aujourd'hui l'un des défis majeurs du développement, à côté des infrastructures et de l'énergie. En validant les résultats du rapport, les autorités congolaises et le PAM pourront initier à présent un véritable plaidoyer en faveur d'une augmentation indispensable des investissements tant nationaux qu'étrangers pour prévenir et lutter plus efficacement contre la faim en RDC. Il faut classer ce défi comme la priorité des priorités en mettant en œuvre une politique nationale multisectorielle de nutrition, suggère le PAM. Ce qui explique la présence à cette cérémonie de plusieurs ministères sectoriels qui ont fourni, chacun à son niveau, des efforts considérables pour réunir et finaliser la collecte des données nécessaires pour assurer au pays une meilleure visibilité de l'ampleur de la malnutrition et donc d'une meilleure prise en charge de la faim dans le futur.

**Laurent Essolomwa**

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



## COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

## Mazembe domine Horoya et accède en quarts de finale

Le TP Mazembe a encore la possibilité de défendre son titre de la Coupe de la Confédération remporté en 2016. Les Corbeaux se sont qualifiés pour les quarts de finale de la C2 africaine après leur victoire face à Horoya AC de Guinée Conakry à l'issue de la dernière journée de la phase des poules.

C'était la sixième et dernière journée de la phase des poules (huitièmes de finale) de la Coupe de la Confédération. Le TP Mazembe devrait l'emporter, le 8 juillet, dans son stade de la commune de Kamalondo à Lubumbashi contre Horoya AC de la Guinée Conakry afin d'assurer de manière certaine sa qualification pour les quarts de finale de la compétition. Et les Corbeaux l'ont fait. Deux buts à un, c'est le score définitif de cette rencontre entre deux équipes qui avaient toutes les deux les chances d'accéder en quarts de finale de la C2.

Au coup d'envoi, les deux équipes ont été à égalité de points de neuf points chacune. Et le coach Pamphile Mihayo Kazembe a misé sur un onze de départ d'expérience, avec le gardien de but international Matampi Vumi Ley dans les perches. En défense, les absences du géant Malien Salif Coulibaly, Kimwaki (blessés) et Kevin Mondeko (suspendu) ont été suppléées par la titularisation du Zambien Kabaso Chongo et l'Ivoirien Christian Koffi Kouamé dans l'axe. Djo Issama Mpeko à droite et Jean Kasusula à gauche ont complété la ligne défensive. Au milieu de terrain, le Zambien Nathan Sinkala et Miché Mika se sont occupés de la récupération de balle, alors que Trésor Mputu s'est chargé de l'animation de jeu. Le capi-



Deo Kanda A Mukok premier buteur de Mazembe contre Horoya le 8 juillet à Lubumbashi (photo tpmazembe.com)

taine zambien Rainford Kalaba à droite, Déo Kanda à gauche et Ben Malango dans l'axe ont formé le trio d'attaque des Corbeaux du président Moïse Katumbi Chapwe.

Le technicien français Victor Zvunka d'Horoya AC a, de son côté, fait confiance au gardien de but sénégalais du club guinéen Khadim Ndiaye; Alseny Bangoura, Ibrahima Condé, le capitaine Aboubacar Camara et Amadou Touré ont constitué la défense d'Horoya, et au milieu de terrain, Abdoulaye Camara, Ibrahima Sory Sankhon, et Sebe Baffour Kyei et en attaque le Camerounais Francis Ebele Dipita, Bassirou Ouédraogo et

Mandela Ocansey.

#### Kanda et Sinkala décisifs

Mazembe a, de façon relative, pris le contrôle du jeu, multipliant des offensives dans le camp guinéen. Et à la 14e minute, Rainford Kalaba s'est échappé sur le côté droit avant d'adresser un centre catapulté dans les buts de Ndiaye par Deo Kanda-a-Mukok pour l'ouverture du score.

Mais sur sa première véritable action à la 37e minute, Horoya AC, a remis les pendules à l'heure. Le Camerounais Francis Dipita Ebele a trompé le gardien de but Matampi Vumi d'une frappe de l'intérieur du pays,

après avoir exploité avec efficacité une passe d'Ibrahim Sory Sankhon. À la pause, les deux équipes ont donc été à égalité d'un but partout.

En deuxième période, Daniel Adjei a pris la place de Trésor Mputu à la 52e minute. Le Ghanéen Salomon Asanté a, pour sa part, remplacé le capitaine Rainford Kalaba qui a remis son brassard au latéral droit international Djo Issama Mpeko et à la 81e minute, Adama Traoré est monté à la place de Miché Mika. Et une minute plus tard, sur une passe d'Asanté, Nathan Sinkala a décoché une frappe lourde à l'entrée de la surface de réparation qui a rebondi devant le gar-

dien de but Ndiaye, imparable. Deux buts à un à la fin du temps réglementaire, Mazembe se qualifie pour les quarts de finale en occupant la première place de son groupe avec 12 points.

Deuxième qualifié, Supersport Utd d'Afrique du Sud s'est imposé face à Mounana du Gabon par quatre buts à un et finit ces huitièmes de finale avec 10 points. Troisième avec 9 points, Horoya AC ne pourra donc pas disputer les quarts de finale. CF Mounana du Gabon a terminé la phase de poule avec zéro point, le club de Libreville est venu apprendre et acquérir de l'expérience.

*Martin Enyimo*

## ASSISTANCE SOCIALE

## Un nouveau secrétaire exécutif à la tête de Caritas Congo

**Boniface Nakwagelewi ata-Deagbo est le nouveau secrétaire exécutif de Caritas Congo. Il a été nommé par le comité permanent des évêques de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncó) réuni en sa session de juin 2017.**

C'est depuis le 29 juin qu'il a pris ses nouvelles fonctions. Il succède ainsi au Dr Bruno Miteyo à la tête de cet organe technique chargé de la pastorale sociale de l'Église catholique en RDC depuis neuf ans. Lors de la cérémonie de remise et reprise qui a eu lieu en la salle abbé Jean-Muela de la Caritas Congo ASBL, en présence du 2e secrétaire général adjoint de la Céncó, l'abbé Georges Kalenga, et de M. Thaddée Barega, 2e secrétaire exécutif adjoint chargé de la qualité des projets, le secrétaire exécutif sortant de Caritas Congo, le Dr Bruno Miteyo qui a remis symboliquement la gestion de la Caritas

Congo ASBL à son successeur, l'a félicité pour la confiance placée en lui par l'épiscopat congolais. Le nouveau secrétaire exécutif, Boniface Nakwagelewi Ata-Deagbo, a quant à lui salué les efforts fournis par le Dr Bruno Miteyo dans l'édification et la professionnalisation de la Caritas Congo ASBL. Conscient d'immenses défis à relever pour la consolidation des acquis tant au niveau de la structure centrale qu'à celui de tout le réseau national opérationnel sur l'ensemble du pays, Boniface Nakwagelewi Ata-Deagbo reste convaincu que pour relever ce défi, il lui faut l'appui aussi bien de tout le personnel dudit réseau que de différents partenaires nationaux et internationaux, à qui il faudrait donner des gages de bonne gouvernance, sous l'orientation des évêques de la Céncó.

Pour y parvenir, Boniface compte réétoffer le réseau Caritas en RD Congo, mais aussi réaliser

un travail de fond sur la « formation de cœur » des staff et du Corps de Volontaires de la Caritas Congo ASBL. Boniface Nakwagelewi Ata-Deagbo est détenteur d'un doctorat en science, orientation développement durable et gestion de l'environnement. Avant d'occuper l'actuel poste, il était jusque-là deuxième secrétaire exécutif adjoint, chargé de la qualité des Projets, après avoir été coordonnateur national du service des urgences /SPSP et chargé des projets.

Dans ses nouvelles fonctions, Boniface Nakwagelewi sera secondé par l'abbé Éric Abedilembe, prêtre du diocèse de Mahagi-Nioka et Thaddée Barega, en qualité respectivement de premier secrétaire exécutif adjoint chargé de l'administration et des finances ainsi que de deuxième secrétaire exécutif adjoint chargé de la qualité des projets.

*Aline Nzunzi*

## AFRIQUE

## Après des réformes majeures, le prochain sommet de l'UA se tiendra en Mauritanie

**Nouakchott, la capitale de la Mauritanie, va accueillir la prochaine Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) entre juin et juillet 2018, a-t-on appris. Quelques réformes importantes ont été prises.**

Cette décision a été prise le dernier jour du 29<sup>e</sup> sommet de l'Union Africaine qui s'est tenu à Addis-Abeba en Ethiopie. Si l'information est confirmée, la Mauritanie abritera pour la première fois de son histoire la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA. Pour les responsables mauritaniens cette nouvelle « est une suite logique du sommet arabe de 2016 » organisé à Nouakchott. La Mauritanie avait accueilli le 1<sup>er</sup> sommet des États arabes de son histoire.

La réception des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA peut être considérée comme une victoire diplomatique de la Mauritanie deux ans après avoir présidé aux destinées de l'institution continentale. Depuis sa création en 1963, l'organisation peine à remplir pleinement ses objectifs. L'UA est non seulement dépendante financièrement mais en plus elle a montré son incapacité à résoudre les conflits qui ont secoué le continent noir.

L'UA vient d'enregistrer plusieurs

réformes majeures, notamment le passage d'un seul président à trois présidents, l'acquisition d'une taxe de 0,2% sur le tarif des importations - Le passage d'un seul président à trois présidents. Présidée jusqu'à par un président élu pour un an d'exercice, l'UA sera désormais gérée par trois présidents. Celui en exercice, son prédécesseur et son probable successeur. Donc pour cette année, on aura une troïka composée par Alpha Condé, le président en

**«L'Union africaine vient de trouver une formule de se financer elle-même»**

exercice, son prédécesseur Idriss Déby, et le probable successeur. Le nom de Paul Kagamé du Rwanda est avancé pour succéder à Alpha Condé. Pour plus d'efficacité, l'Union Africaine a décidé d'organiser désormais deux sommets par an au lieu d'un seul jusqu'ici. - «L'Union africaine vient de trouver une formule de se financer elle-même», a déclaré l'économiste Carlos Lopes. La décision a été prise par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA. Carlos Lopes, qui est membre du comité

de réforme de l'UA piloté par le président rwandais Paul Kagamé, a dit son optimisme face à la solution retenue par les chefs d'Etat. «Je pense que l'Union africaine a trouvé la formule. 0,2% sur le tarif des importations du continent permettent d'avoir même plus que ce dont a besoin l'Union Africaine. Ceci dit, il y a un certain nombre de trépidations, de difficultés qui sont liés au fait que, techniquement, pour n'importe quelle mesure tarifaire, il y a des éléments de négociations commerciales, il y a aussi des éléments de cadre juridique national».

Ajoutant : «Il y a certains pays qui évoquent que leur constitution ne permet pas telle chose, d'autres qui pensent que l'OMC pourrait constituer un obstacle. Nous avons passé en revue l'ensemble de ces difficultés et nous estimons qu'elles sont toutes gérables. Bien sûr, ça va prendre du temps jusqu'à ce que tout le monde soit confortable... ». Selon Carlos Lopes, dix pays sont déjà prêts à contribuer et une douzaine de pays additionnels en route. « Je pense qu'on a mis la machine en marche. Si on arrive avant la fin de l'année à avoir tous les pays africains qui sont déjà dans ce mouvement, je pense que le pari sera gagné », dit-il.

Noël Ndong

## VATICAN

## Le pape demande aux puissances mondiales de penser aux pauvres

**Le souverain pontife a adressé un message au sommet du G-20 à Hambourg ; une sorte de pique de rappel aux consciences du monde.**

Le pape François a adressé un message aux représentants des 20 puissances économiques mondiales réunis en un sommet de deux jours, le G-20, à Hambourg, en Allemagne. Le Pape les appelle à mettre au centre de leurs délibérations le sort des pauvres, des réfugiés, « ceux qui souffrent, des personnes évacuées et exclues, sans distinction de nationalité, de race, de religion ou de culture ».

Le message du chef de l'Eglise catholique rappelle sa constante préoccupation sur ces sujets, demandant que le monde ne souffre pas d'amnésie face aux urgences du moment. « Dans le document programmatique de mon pontificat, j'ai proposé quatre principes d'action pour la construction d'une société fraternelle, juste et pacifique : le temps qui est supérieur à l'espace ; l'unité qui prévaut sur le conflit ; la réalité plus importante que l'idéal et le tout supérieur à tous », a écrit le pape.

« J'adresse aux chefs d'Etat et de gouvernement du G20, ainsi qu'à toute la communauté mondiale, un appel du fond du cœur concernant la situation tragique au Soudan du Sud, au bassin du lac Tchad, dans la Corne de l'Afrique et au Yémen, où trente millions de personnes n'ont pas la nourriture et l'eau nécessaires à leur survie », a rappelé le pape. Il appelle à « un engagement à prendre en compte urgemment ces situations et à apporter un soutien immédiat à toutes ces personnes ».

Lucien Mpama

PROMO CLIM

# ENTRETIEN CLIMATISATION



TOYOTA

Diagnostiquer votre véhicule à

45.000 Frs CFA TTC

**FILTRE À POLLEN TOUS TYPES**
-20% de Remise

**PURIFIANT HABITACLE**
-20% de Remise

**NETTOYANT CLIMATISATION**
-20% de Remise



MAIN D'OEUVRE GRATUITE

REVISEZ VOTRE IDÉE DU SERVICE

JUSQU'AU 31 AOÛT 2017



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève  
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso  
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65  
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39

NO NALA  
CONTREFAÇON

## DIPLOMATIE

## Jean Claude Gakosso échange avec les ambassadeurs des USA et de Chine

**Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, s'est entretenu tour à tour le vendredi 7 juillet avec le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, Todd P. Haskel et l'ambassadeur de Chine, Xia Huang.**

Le diplomate américain était venu présenter les copies figurées des lettres qui l'accréditent en qualité d'ambassadeur des Etats-Unis en République du Congo, alors que son homologue chinois a échangé longuement avec le chef de la diplomatie congolaise sur des questions liées au renforcement de la coopération sino-congolaise.

Titulaire d'un bachelor (licence) en administration des services diplomatiques de l'université de Georgetown, Todd P. Haskel a une carrière de 32 ans au service de la diplomatie, avec rang de ministre conseiller. Avant de rejoindre son nouveau poste à Brazzaville, il assumait depuis 2015 les fonctions de sous-secrétaire adjoint au Bureau des Affaires africaines.

Auparavant, il avait servi comme directeur de la diplomatie publique et des Affaires publiques dans 48 ambassades et consulats américains en Afrique subsaharienne. Dans ces positions antérieures, il travaillait avec les ambassades américaines sur le terrain et les agences à Washington pour la mise en œuvre de la bourse de « Mandela Washington », le programme emblématique de l'Initiative des Jeunes leaders africains (YALI). Todd P. Haskel avait aussi précédemment servi comme conseiller aux Affaires en République domini-

caine (2010-2013), responsable des Affaires publiques à Johannesburg en Afrique du Sud (2006 et 2010),



Jean Claude Gakosso et Todd P Haskel (Adiac)

et comme conseiller aux Affaires publiques au Burkina Faso (2003-2006).

Outre cela, Todd P. Haskel a travaillé aux représentations diplomatiques de son pays au Pakistan, aux Phi-

lippines, en Pologne, en Israël, et au Mexique. Il est récipiendaire du Prix d'honneur supérieur et du Prix

d'honneur méritoire du Département d'Etat.

Le diplomate chinois a, pour sa part, informé le ministre des Affaires étrangères de la visite prochaine d'une délégation gouvernemen-

tal congolaise en Chine. « Je lui est rendu compte de ce que nous avons fait et je lui ai annoncé quelques nouvelles. Les ministres congolais vont se rendre en Chine pour échanger avec les différentes autorités chinoises », a-t-il indiqué

à la presse sans précision de date. « C'est une mission qui s'inscrit dans le cadre des échanges que nous avons depuis le début de cette année », y compris lors de la visite à Brazzaville du ministre des

Affaires étrangères chinois et du vice-ministre du commerce, a ajouté Xia Huang. Il s'est félicité de ce que les échanges d'un « haut niveau » vont se poursuivre lors de la visite prochaine de la délégation congolaise en Chine.

L'ambassadeur a, par ailleurs, annoncé que dans un mois et demi, un « navire hôpital » de la marine chinoise arrivera au port de Pointe-Noire. « C'est une action qui rentre dans le cadre de notre coopération militaire et aussi sanitaire parce que c'est un navire qui fait plus de 14.000 tonnes et offre un hôpital de 3<sup>e</sup> catégorie, selon les normes de la navigation mondiale », a-t-il précisé.

« Ce sera un grand rendez-vous, un rendez-vous qui rentre dans le cadre du renforcement de notre coopération », a souligné le diplomate, ajoutant que le personnel à bord procédera à des visites médicales, aux soins et aux consultations ouvertes à toutes personnes.

Interrogé sur les élections législatives dont le premier tour aura lieu le 16 juillet, Xia Huang a dit qu'il suivait de près l'évolution des choses depuis quelques semaines. « Ce que nous souhaitons, c'est que le scrutin puisse se dérouler dans les conditions les plus favorables, dans une ambiance sereine, pour que la volonté démocratique se dégage des urnes », a-t-il conclu.

**Nestor N'Gampoula**

## Cabinet d'Audit et de Conseil en Gestion (CACOGES)

### SEMINAIRE DE FORMATION

Sur le nouvel Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit Comptable et à l'Information Financière

Brazzaville du mercredi 12/07/17 au jeudi 13/07/17

Horaires : de 08h30 à 17h30 (avec 2 pauses café)

Tarif : 297 250 TTC/personne

Inscriptions :

Par mail et téléphone : [serge.akamandeli@cacoges.cg](mailto:serge.akamandeli@cacoges.cg) (06 510 64 91)

[cacoges@gmail.com](mailto:cacoges@gmail.com) / [cacoges@cacoges.cg](mailto:cacoges@cacoges.cg) (06 989 06 06)

■ Brazzaville

Immeuble 7 Eucalyptus  
2<sup>e</sup> Etage, Entrée 201  
Av. de la liberté,  
Résidence, Les Flamboyants  
En face de l'hôpital militaire  
République du Congo  
Tél. : 06 989 06 06

#### Qui est concerné ?

- Toute personne intéressée par la pratique de la comptabilité et l'établissement des états financiers.
- Toute entreprise dans tous les secteurs d'activités (BTP, services, pétrole, banque, etc)

#### Quels sujets sont-ils abordés ?

- Comprendre les composantes du nouveau dispositif comptable et cadre conceptuel
- Maîtriser les nouvelles dispositions comptables
- Les améliorations des traitements comptables
- La présentation des états financiers

## ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

## Silvère Batsamina prône une campagne électorale apaisée à Komono

**Le candidat indépendant dans la circonscription électorale unique de Komono (département de la Lekoumou), Silvère Batsamina est sûr de sa victoire. Dans une interview exclusive qu'il a accordée aux Dépêches de Brazzaville, il en appelle à une campagne électorale apaisée.**

**Les Dépêches de Brazzaville: Vous siégez au Conseil départemental de la Lekoumou, comme élu de Komono. Aujourd'hui, vous êtes candidat aux législatives dans la même circonscription. Comment et pourquoi vous est venue l'idée de vouloir être député ?**

**Sylvère Batsamina :** Oui, je suis Conseiller départemental sortant, élu depuis 2014, dans la circonscription unique de Komono. Notre nouvelle ambition est motivée par le rêve de voir notre entité administrative s'arrimer à la modernité en profitant des différents investissements du gouvernement et des partenaires au développement pour se doter d'infrastructures éducatives, sanitaires et sociales viables.

Nous entendons également impulser une vraie dynamique participative en recherchant et encourageant des initiatives qui tendent vers la formation qualifiante des jeunes, leur insertion sociale à travers des micros entreprises, des coopératives, en tenant compte des potentialités de notre district.

Il faut relever en outre que le constat fait par les populations atteste que Komono a été, pendant ces cinq dernières années, silencieux à l'hémicycle. Et, peu des descentes ou presque pas ont été faites par le député sortant.

Ainsi donc, nous nous présentons à cette élection en ayant à l'esprit que Komono souffre des maux en par-

tant des plus bénins aux plus graves. Nous souhaitons servir d'interface entre les populations et le pouvoir exécutif pour mieux défendre les intérêts de ce département, en particulier et ceux du Congo, en général.

**LDB : Il est souvent dit que le développement local se conçoit dans les Conseils départementaux et municipaux. Avez-vous appréhendé cet aspect avant de se lancer à la députation ?**

**S.B :** Je l'ai dit plus haut que le député est un élu national. Il est pour nous meilleur d'avoir une vision plus élargie des choses avant de les adapter au contexte de notre circonscription électorale.

Déjà au niveau départemental, quoique le temps passé au conseil nous ait paru bref, notre bilan a eu un impact positif, à en croire les témoignages des populations. Dans le cadre de la coopération décentralisée, nous avons développé des partenariats dans les secteurs éducatifs et sanitaires.

Des actes que nous y avons posés à titre personnel en disent long. Nous pouvons citer entre autres : la construction d'un Centre des métiers à Komono avec le concours de la coopération française. Cette école de formation qui a ouvert ses portes en janvier dernier avec des enseignants congolais, pris en charge par des ONGs françaises, est un exemple de ce que nous entendons déployer à plus grand échelle.

Secundo, nous sommes restés proches de notre jeunesse, proche de nos mamans commerçantes du marché de Komono, proche des jeunes étudiants sans soutien, ressortissants de Komono. Nous avons organisé des cérémonies de distribution des kits scolaires aux meilleurs élèves, ainsi que l'octroi des frais d'occupation des étales



aux marchés de Komono totalement pris en charge par le conseiller départemental que je suis. J'ai effectué des donations des tables-bancs dans plusieurs écoles et des produits de première nécessité. J'ai pris en charge quelques désespérés de l'hôpital de Komono.

**LDB : Que comptez-vous faire pour le district de Komono, si vous êtes élu ?**

**S.B :** Si nous sommes élus, nous comptons être des bons représentants de nos mandants à l'Assemblée nationale en inscrivant des projets dans le budget national au profit du district de Komono. Ce sera notre combat. Contrairement

à ceux qui sont passés avant, nous nous battons de mettre Komono sur orbite à travers différentes actions sociales. Ce combat doit être mené aussi au-delà de l'Assemblée nationale et du gouvernement en mutualisant nos efforts avec la société civile pour rendre Komono plus visible qu'hier.

**LDB : Avez-vous l'idée d'un projet concret qui concerne Komono dès votre élection ?**

**S.B :** Nous savons qu'il y a de projets non réalisés au niveau de Komono. Dans un premier moment, nous nous battons auprès du gouvernement pour que les travaux de la municipalisation amorcés soient

achevés. Nous avons également de projets phares qui sont en veilleuse, notamment la microcentrale de Foula qui servira à l'électrification de notre district.

**LDB : En face de vous, deux candidats de taille, ne les craignez-vous pas ?**

**S.B :** Je n'aime pas trop parler de mes adversaires. De toutes les façons, que ce soit le candidat de l'Upads ou du PCT, nous sommes avant tout des frères. Moi, je suis un candidat indépendant, soutenant la politique du président de la République. Le vrai problème n'est pas de savoir si j'ai peur d'eux, si je peux les vaincre ou non. Mais, mon grand atout est que je constitue la synthèse du district de Komono. Je respecte mes concurrents, parce qu'une fois élu, j'aurai besoin de leurs sages conseils.

**LDB : Avez-vous un message à l'endroit de la population de Komono, vos électeurs potentiels ?**

**S.B :** Nous souhaitons que la campagne ne devienne pas l'objet d'invectives, des règlements de comptes, des provocations, des bagarres et injures. Elle doit être une campagne civilisée car la politique est du domaine des personnes civilisées. Tous, nous sommes des frères et sœurs du même coin. Ce qui doit nous différencier ce sont les résultats. La diversité est toujours importante et cela fait plaisir de savoir que Komono a des cadres. Nous sommes trois candidats pour un seul siège. Donc, il revient à la population de faire son choix le 16 juillet prochain. Je lance un appel à toute la population de Komono de se rendre massivement aux urnes le jour du vote.

*La Rédaction*

## LE FAIT DU JOUR

## L'Union africaine en quête de maturité

Un peu plus de cinquante ans après sa création, cinquante-quatre pour être précis, l'Union africaine, anciennement Organisation de l'unité africaine, veut tourner la page de la main tendue en direction de l'extérieur. Elle ne souhaite plus être cette vaste région géographique de cinquante-quatre Etats, riche de son sous-sol et de ses habitants, qui demeure la risée de la terre entière, au motif qu'elle ne dispose pas de moyens suffisants pour se prendre en charge. Pour cela, l'UA a confié la mission à un comité d'experts, chapeauté par des chefs d'Etat, pour réfléchir à une question qui lui tient à cœur : s'autofinancer. Un vrai challenge, et c'est peu dire.

Tout part en effet, ou pourrait partir de questions simples : comment réussir le pari de l'autofinancement dans un environnement continental traversé par tant d'incertitudes ? Comment envisager une auto-prise en charge quand les dirigeants africains en visite à l'ex-

térieur ou recevant leurs homologues européens, asiatiques ou américains n'ont à la bouche que les mots « aide et assistance » ? Mais comment convertir les conflits internes qui rongent les Etats, les guerres de leadership qui minent les ensembles sous-régionaux, les ingérences extérieures qui prospèrent sur ces dissensions en de performants leviers de développement, de paix et de stabilité ? La réponse à cette série de questions pourrait être le début de solution à l'impératif de l'autofinancement de l'UA.

Il n'est pas interdit de copier ce qui marche, ce serait perdre du temps inutilement que ne pas s'appuyer sur l'existant pour espérer avancer plus loin dans la recherche et l'innovation. À ce titre, l'UA n'a pas lésiné sur ses ambitions pour créer, presque à l'image de l'Union européenne, des instances dont les compétences touchent les domaines variés de la politique, de l'économie, de la diplomatie, de la justice, de la législation, de l'énergie,

du socio-culturel et de la défense et sécurité. Au total, seize institutions et organes coiffent l'ossature de la grande famille panafricaine. Une lourde machine qui ne peut tourner à merveille sans la mobilisation des financements. D'où l'alerte donnée par les chefs d'Etat au sommet qui s'est clôturé le 4 juillet à Addis-Abeba, de secouer leurs portefeuilles au profit de l'organisation.

À la prochaine rencontre du mois de janvier 2018, pourrait-on enregistrer des avancées dans cette quête d'indépendance qui n'a que trop manqué de pugnacité depuis un demi-siècle ? On serait heureux d'en évaluer les adhésions à l'échelle des pays dont certains rechignent à mettre la main à la poche pour verser leurs cotisations prévues par les statuts de l'Union. À côté des dépenses de souveraineté dont les conflits internes semblent constituer le plus obérant pour les finances des Etats africains, à côté de celles qui bien souvent le sont pour le simple prestige et le faire-valoir, les gouvernements

sont priés de penser à la dépense utile afin de sortir l'UA de la dépendance cinquantenaire.

Lorsque les conditions de cette dépendance seront résolues, que les cadeaux des partenaires extérieurs à l'Afrique ne constitueront plus l'essentiel du patrimoine sur lequel repose la crédibilité de l'UA, l'Afrique unie pourrait envisager d'être l'égal interlocutrice des autres régions du monde. Et tout en renforçant sa coopération avec ces dernières, elle pourrait user de sa position de continent totalement affranchi pour rendre sa diplomatie plus combative. Et oser poser des questions de sa souveraineté sur un certain nombre de territoires que le fait colonial lui doit encore aujourd'hui.

Les Îles Canari, Ceuta et Melilla, Réunion, Mayotte, Açores, Île madère, archipel des Chagos, Île Sainte-Hélène, sont les huit territoires considérés comme « occupés », pour lesquels l'UA, dans un « Plan stratégique » émis en 2004, posait le problème de leur rétrocession au continent. Par exemple !

*Gankama N'Siah*

## ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

## L'Observatoire de Kellé invite les candidats à l'apaisement

L'Association « Observatoire de Kellé » a invité, dans une déclaration publiée à Brazzaville, les candidats en lice dans le district de Kellé (Cuvette Ouest) à observer strictement le code d'éthique du mberé profond et les valeurs fondamentales qui ont présidé la vie en pays mberé durant des décennies.

Par la même occasion, l'Observatoire de Kellé exhorte les candidats à faire preuve du dépassement de soi pour la sauvegarde des valeurs cardinales que sont l'unité, le respect, la tolérance et l'amour entre les filles et les fils de Kellé. « *Que la tenue des élections que nous souhaitons apaisées, libres, équitables et transparentes ne soit pas une occasion de plus pour offrir à notre population des scènes de déchirements inutiles, mais plutôt une confrontation loyale, civilisée et fraternelle entre les enfants d'une même contrée. Puissent les mânes de nos ancêtres, nos sages et nos notables nous assister en toute efficacité dans l'accomplissement de notre noble tâche de réunification de nos filles et fils pour la préservation de notre tissu social* », a précisé la déclaration.

En outre, l'Observatoire de Kellé souhaite faire entendre raison aux différents protagonistes d'avoir à se livrer à une compétition véritablement fraternelle, loyale et démocratique. Il met en garde tous ceux qui oseraient recourir à la tricherie, à la violence, aux injures et aux provocations sous toutes ses formes, comme moyens par excellence pour assouvir leurs ambitions et parvenir à leurs fins.

Par ailleurs, l'Observatoire de Kellé rappelle qu'au cours des dernières décennies, Kellé a trop souffert des actes contre-productifs, ayant entraîné parfois morts d'hommes, posés par certains de ses enfants lors des compétitions électorales.

Roger Ngombé

## Ferréol Gassackys multiplie les contacts de proximité

**Le candidat du Parti congolais du travail (PCT) dans la troisième circonscription électorale de Poto-Poto (troisième arrondissement de Brazzaville), Ferréol Gassackys, multiplie des contacts avec ses futurs électeurs. Il a opté pour une campagne de proximité.**

Ferréol Gassackys se dit être plus proche des populations par le fait qu'il est conseiller municipal et départemental de Brazzaville. Partout où il est passé, le candidat du PCT a expliqué aux populations le rôle d'un député qui se résume pour l'essentiel, a-t-il dit, au vote des lois, au contrôle de l'action gouvernementale et au plaidoyer pour l'amélioration des conditions de vie des populations auprès des pouvoirs publics. « *Au cours de notre mandat de conseiller municipal, nous avons pu identifier les maux qui minent la population congolaise, en général et celle de Poto-Poto, en particulier. Maintenant que nous envisageons être député, nous connaissons comment mener le combat pour l'amélioration des conditions de vie des populations. Je ne voudrais pas être démagogique en promettant de construire les infrastructures diverses dans ma circonscription électorale. Ce n'est pas ça le rôle du député* », a-t-il indiqué.

Pour avoir pris la température de la circonscription électorale, à travers les rencontres avec la population,



a-t-il renchéri, le candidat du PCT à Poto-Poto se dit moins inquiet pour le vote du dimanche 16 juillet. « *... Je suis un enfant de Poto-Poto et beaucoup de personnes qui y habitent me connaissent. Cependant, en de tels moments, il est nécessaire de venir vers la population. Je vous dis que la température est bonne. Je ne vais pas me baigner dans un optimisme ou une euphorie exagérée. Mais,*

*Ferréol Gassackys (Adiac) je pense que l'on peut avoir raison d'être satisfait parce que le message passe bien et l'on ressent une synergie avec mes futurs électeurs* », a-t-il conclu.

Notons que le samedi 8 juillet, Ferréol Gassackys a organisé une marche à travers les ruelles de sa circonscription électorale. Cette activité a mobilisé beaucoup de monde.

Roger Ngombé

## PROMOTION DU COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS TRANSFONTALIERS SUR LE CONTINENT

M. Elumelu félicite Afreximbank...encourage d'autres institutions de financement du développement (IFD) à soutenir les entreprises africaines. Lors de 24<sup>ème</sup> Assemblée Générale Annuelle de la Banque Africaine d'Import Export, tenue au Rwanda, Tony O. Elumelu, CON, Président de Heirs Holdings, a félicité Afreximbank pour le soutien critique que la Banque, sous la présidence de Dr. Oramah, fournit aux entreprises africaines et sa contribution significative au développement du commerce et de l'investissement transfrontaliers en Afrique.

M. Elumelu a commenté le rôle des institutions africaines, comme Afreximbank, soulignant que la mission de la Banque est une preuve supplémentaire de la capacité de l'Afrique à fournir le financement stratégique à long terme pour le développement économique et social de l'Afrique. "Afreximbank apporte une perspective unique et très pertinente sur le défi de soutenir le flux commercial intra-africain et d'assurer la création et l'exportation de valeur à partir de notre continent", a déclaré M. Elumelu. "J'encourage d'autres institutions de financement du développement en général et les pairs africains d'Afreximbank en particulier à suivre son exemple en fournissant des formes de financement transformatrices aux entreprises africaines".

M. Elumelu s'exprimait sur le sujet 'Investissements transfrontaliers en tant que moteur du commerce et de l'industrialisation intra-africains: réflexions d'un chef d'entreprise continental', où il a défendu le programme du secteur privé comme contributeur clé à la capacité de l'Afrique d'attirer et de mettre en œuvre des investissements durables. M. Elumelu, fondateur de Heirs Holdings, a cité sa propre approche de l'investissement à long terme dans des secteurs critiques, tels que l'électricité, la finance et les ressources, à travers vingt pays africains. Selon M. Elumelu,



l'Afrique doit accroître le commerce et les investissements transfrontaliers et attirer les investisseurs locaux et internationaux.

"Un investissement n'est pas seulement une question de profits et de rendements. C'est aussi une question de durabilité", a-t-il expliqué. "Ce que je veux voir, c'est des Africains qui investissent en Afrique. Nous apprécions et nous réjouissons des partenariats, mais il existe une génération d'hommes et de femmes d'affaires africains qui ont la capacité et l'ambition de se mettre en première ligne et de transformer l'avenir de l'Afrique. Faites travailler votre argent en Afrique".

Elumelu a également souligné l'importance de l'entrepreneuriat. "Nous connaissons le défi et le potentiel de l'explosion démographique en l'Afrique. Voilà pourquoi la Fondation Tony Elumelu

catalyse chaque année 1 000 entrepreneurs dans le but d'aider 10 000 entrepreneurs sur 10 ans. Investissons dans l'avenir, dans nos jeunes", a-t-il déclaré aux délégués.

La réunion a également été marquée par la signature d'une facilité de 100 millions de dollars entre Afreximbank et Heirs Holdings. Cette transaction initiale entre Heirs Holdings et Afreximbank, n'est, selon M. Elumelu, "Que le début et une indication claire de l'intention et de la capacité des deux parties d'identifier les moyens d'accroître la richesse de l'Afrique et de créer des opportunités commerciales durables au fil du temps. Nous nous réjouissons et espérons que cela servira d'exemple aux autres."

M. Elumelu a chargé plus d'institutions africaines de développement de financer le commerce et les entreprises intra-africains de manière à stimuler et à renforcer les dirigeants africains et le développe-

ment de l'économie africaine. La facilité de 100 millions de dollars vise à renforcer le programme d'investissement transfrontalier de Heirs Holdings. La société Heirs Holdings est une société d'investissement panafricaine avec un portefeuille d'investissements dans 20 pays africains, dans des secteurs clés de l'économie africaine: Énergie, services financiers, immobilier et hôtellerie. M. Elumelu a ajouté que le soutien des IFD africaines comme Afreximbank est souvent symbolique - étant moins le montant du chèque que le fait que ce soutien serve le plus souvent de catalyseur pour d'autres fournisseurs de capitaux d'investissement.

M. Elumelu a conclu en demandant aux dirigeants africains des entreprises transfrontalières de bâtir un héritage fondé sur la gouvernance d'entreprise, en construisant des entreprises durables. "L'héritage est très important. Nous devons réfléchir à la façon dont l'histoire nous jugera", a-t-il déclaré.

Organisée sous le thème 'Transformation économique et commerciale', l'assemblée générale annuelle d'Afreximbank de cette année a rassemblé des leaders des secteurs public et privé, des ministres africains des finances, du commerce et de l'investissement, des gouverneurs des banques centrales, des hauts fonctionnaires des gouvernements autour d'une série de panels de discussion sur le développement du commerce intra et extrarégional en Afrique. La réunion a été ouverte par Son Excellence Paul Kagamé, Président de la République du Rwanda, qui a invité les Africains présents à investir au Rwanda. D'autres invités à l'événement comprenaient Son Excellence Olusegun Obasanjo, ancien président de la République fédérale du Nigéria; John Rwangombwa, Gouverneur de la Banque centrale du Rwanda et Alhaji Aliko Dangote, Président du groupe Dangote.

## NAVIGATION FLUVIALE

## Le Bassin Congo-Oubangui-Sangha se meurt

**Confrontés à plusieurs problèmes tels que la vétusté des infrastructures et les obstacles physiques qui empêchent la bonne navigation, les fleuves Congo et Oubangui nécessitent d'importants investissements en vue de fluidifier le transport et les échanges.**

La République du Congo et les autres Etats riverains sont engagés dans un cadre de coopération pour garantir l'utilisation rationnelle des voies d'eau intérieures. Ces pays se sont dotés d'un protocole d'accord tripartite relatif aux modalités d'entretien des voies navigables d'intérêt commun liant le Congo, la RCA et la RD. Congo adopté en 2008 et le Code de la navigation intérieure Cémac/ RDC de décembre 1999.

En effet, entre juin et juillet de chaque année, les populations riveraines sont habituées à vivre l'ambiance des premières embarcations après plusieurs mois d'interruption. Au fil des ans, les manœuvres d'approche ou d'accostage deviennent de plus en plus difficiles à cause de l'insuffisance des moyens employés pour les opérations de balisage et de dragage.

Un dernier rapport d'étude de la Commission internationale du Bassin du Congo-Oubangui-Sangha (Cicos) fait état de la présence de plusieurs obstacles physiques (banc de sable, épaves, roches, troncs d'arbre, plantes aquatiques envahissantes), de la vétusté des infrastructures et équipements portuaires.

Quelques jours après l'ouverture de la campagne de navigation, au mois de juin dernier, il est louable d'interpeller les autorités compétentes sur la nécessité d'œuvrer dans le sens des réformes ; de veiller au respect des normes de protection et de sécurité. C'est une période favorable aux activités économiques, aux échanges commerciaux et au déplacement des personnes dans cette partie de l'Afrique centrale.

Dans ce contexte, les dirigeants de la Cicos se sont réunis récemment à Brazzaville pour tenter de formuler quelques pistes de solution. Des efforts de sensibilisation sont en train d'être faits, rassurerait Judith Enaw Efundun, l'actuelle secrétaire générale de la Cicos. « *Mais il appartient à chaque Etat membre de contribuer (...) et de faciliter la fluidité du transport fluvial. Notre rôle est d'essayer de travailler dans le cadre de l'Observation qui est comme l'œil qui surveille toute la navigation dans les eaux intérieures et d'en rendre compte aux dirigeants pour des décisions adéquates* », déclarait le 27 juin dernier à Brazzaville, Judith Enaw Efundun.



Quelques bateaux accostés au port de Brazzaville (Adiac)

#### La formation du personnel navigant

Parmi les solutions envisagées par les experts de la Cicos figurent en grande place la promotion du Centre régional de formation en navigation intérieure (Crfni). Cet institut qui a été créé en 2017 a pour vocation de former les ressortissants des six pays membres de la Cicos aux différents métiers nautiques.

L'essentiel de l'encadrement concerne la formation du capitaine de bateau. Celui-ci est la personne engagée par l'armateur pour assurer le commandement d'un bâtiment. Sont placés sous l'autorité du capitaine des barreurs, mécaniciens, électriciens, graisseurs, bateliers, matelots, dont la prestation concourt à la conduite, à l'entretien ou au service général d'un bateau.

#### Les opérations de dragage et de balisage...

Presque chaque année quelques semaines avant l'ouverture de la campagne de navigation, le Congo à l'instar des autres pays riverains procède aux opérations de dragage et de balisage pour tenter de désensabler le fleuve afin de le rendre navigable et pour alimenter le littoral et permettre l'accostage des bâtiments.

Les charges des Etats sont réparties par portion de cours d'eau, conformément au protocole d'accord tripartite relatif aux modalités d'entretien des voies navigables d'intérêt commun. D'après cet accord, l'entretien et le balisage de la route du Pool Malebo (PK 10 au PK 50 à Maloukou) et la section comprise entre le PK 50 sur le fleuve Congo et Mobenzele (PK 173 sur l'Oubangui) incombent à

la RD.Congo. À partir du PK 339 du fleuve Congo, soit à 10 km en amont de Bolobo jusqu'à Liranga, l'entretien et le balisage sur la rive droite sont à la charge du Congo et de la RCA. Les opérations de dragage et de dérochement de l'Oubangui depuis son confluent avec le fleuve jusqu'à Bangui sont aussi effectuées par ces deux pays. Le but de ces travaux est d'offrir au maximum un tirant d'eau de 0,9m en basses eaux à la côte de 1,2m à l'échelle du seuil de Zinga. Il est prévu un mécanisme d'inspection en permanence sur les voies de navigation intérieure, dont le suivi est assuré par les services de l'Etat. Les capitaines ainsi que les autres membres de l'équipage sont tenus d'apporter leur collaboration au service d'inspection.

**Fiacre Kombo**

### AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 005 /MEPSA/2017



RECRUTEMENT D'UNE FIRME POUR LA MISE PLACE D'UN SYSTÈME BIOMÉTRIQUE POUR LE RECENSEMENT DES ENSEIGNANTS



1. La République du Congo, a obtenu une avance de préparation pour le Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif (PRAASED), et à l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : Recrutement d'une firme pour la mise en place d'un système biométrique pour le recensement des enseignants.

2. L'objectif principal de la mission est de mettre en place un système biométrique informatisé qui permettra d'enregistrer, d'identifier et de recenser le personnel de l'éducation du MEPSA (enseignants et personnel d'encadrement) en République du Congo. La firme devra concevoir et livrer le système informatisé incluant les terminaux, les logiciels, les bases de données, les manuels d'installation ainsi que les fonctionnalités de recherche.

3. La durée de la mission est de quatre (4) mois.

4. Les firmes intéressées sont invitées à manifester leur intérêt par écrit, par E-mail en produisant les informations indiquant qu'ils sont bien qualifiés pour effectuer les services demandés (brochures, descriptions des prestations similaires déjà réalisés, l'expérience applicable à la mission, etc. ...).

5. Les candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires (TDRS) pour une meilleure compréhension de la mission à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et 14h00 à 16h00 (heure locale).

6. Les candidats seront sélectionnés selon la méthode de Sélection fondée sur la qualification du consultant (QC) conformément aux Directives : sélection et emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale (édition courante)

7. Les manifestations d'intérêts portant la mention « Recrutement d'une firme pour la mise en place d'un système biométrique pour le recensement des enseignants.

8. » doivent être envoyées sous pli fermé ou par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 24 juillet 2017 à 16 h00 (heure locale):

9. Contact

Monsieur le Coordonnateur de l'unité fiduciaire du PRAASED  
Rue LOCKO Isaac, derrière l'Ambassade des Etats Unis  
BP. 1420

Tél. (242) 06 835 00 41

E-mail : contact@cabcongo.com / omfnadin@gmail.com  
Centre-ville / Brazzaville-CONGO

**Fait à Brazzaville, le 9 juillet 2017**

**Le Coordonnateur de l'agence fiduciaire**

**Yvon-Didier MIEHAKANDA**

## FILIERE BOIS

## Des vendeurs sensibilisés à la nouvelle réglementation

Une note circulaire publiée récemment définit les conditions de circulation des bois en grumes et débités issus des permis spéciaux au Congo. Le vendredi 7 juillet dernier, le collectif des scieurs et vendeurs de bois a réuni ses membres pour échanger autour de l'autorisation ministérielle et les questions d'intérêt commun.

La note circulaire n°0565 du 19 avril 2017 a été prise par la ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo, conformément à l'arrêté n°5052 de juin 2007 déterminant les forêts soumises à l'exploitation des bois d'œuvre sur la base des permis spéciaux.

« Je vous rappelle que la circulation des bois en grumes et débités issus des permis spéciaux est libre sur l'étendue du territoire national, sous réserve de présentation par le transporteur des documents », signifiait la ministre dans sa note.

Les scieurs artisans, les commerçants et transporteurs devront désormais posséder un permis spécial faisant office de feuille de route ; une note verbale du directeur départemen-



Le collectif des scieurs et vendeurs de bois (Adiac)

tal de l'économie forestière du ressort du scieur attestant la provenance des bois en circulation et une copie légalisée de l'autorisation de transport délivrée au transporteur. Quant aux bois importés ou

en transit sur le territoire, les détenteurs des bois devront présenter des pièces délivrées par le pays d'embarcation tels que le certificat d'origine ; le certificat phytosanitaire des services zootechniques ; la dé-

claration douanière et la lettre de voiture.

Malgré ces formalités, l'autorisation ministérielle constitue

doute favoriser la relance des activités et offrir de l'emploi. « Pour éviter les tracasseries et assurer la traçabilité des recettes qui en découleront, nous proposons l'installation d'un guichet unique », a lancé Pascal Bakana Dio.

À en croire les dizaines de participants, la note circulaire n'est qu'une étape des mesures d'amélioration de la filière bois. « Il y a encore un chaquet de problèmes à résoudre, à savoir la difficulté d'approvisionnement dans les sociétés locales ; la lenteur dans le traitement des dossiers d'agrément, etc. », a-t-il ajouté.

Notons au passage que la rencontre des acteurs de la filière bois du Congo s'est déroulée le vendredi dernier, en présence de Marcel Nganongo, administrateur-maire de Ouenzé, le cinquième arrondissement de Brazzaville.

Fiacre Kombo

une bouffée d'oxygène pour les acteurs de la filière bois, qui faisaient l'objet de tracasseries. Pour le président du collectif, Pascal Bakana Dio, cette autorisation va sans nul

## EDUCATION

## Le gouvernement entend lutter contre des faux diplômes

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a annoncé récemment que le gouvernement était en train d'ouvrir une information sur des faux diplômes délivrés depuis des années au Congo.

Dans le cadre de la poursuite de son programme de lutte contre les antivateurs, le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation entend mettre un terme à la falsification des documents délivrés dans les services habilités. « Des gens se permettent de trafiquer des diplômes, surtout qu'ils savent qu'il n'est plus évident de passer par le circuit informatique, ils se plaisent maintenant de falsifier les diplômes et quand vous les voyez, il n'y a pratiquement pas de différence avec le vrai diplôme », a déploré Anatole Collinet Makosso, se demandant si les détenteurs de ces diplômes pourront être capables de remplir les tâches qui leur seront confiées par des employeurs.

Parfait Wilfried Douniama

## TRANSPORT URBAIN

## Les agents de la STPU invités à reprendre du service dès ce 10 juillet

Après quelques semaines d'arrêt de travail à cause, entre autres, du non-paiement des salaires depuis quatre mois, la direction générale de la Société de transport public urbain (STPU) a appelé son personnel à la reprise du service ce lundi en attendant l'aboutissement des négociations en cours.

Selon le directeur général de la STPU, Alphonse Pepa, la reprise du travail est le seul moyen de renflouer les caisses de la société afin d'espérer payer les salaires attendus et ce, à partir du mois d'août. C'est ainsi qu'il a demandé aux travailleurs de renouer avec le service dès ce lundi 10 juillet. Une invitation qui renvoie le syndicat des agents à la réflexion.

« La reprise du travail, nos arriérés de salaire et la situation des licenciements abusifs seront examinés avant de donner suite à la demande du directeur général. Nous sommes déterminés à négocier aussi notre statut juridique qui nous mettra à l'abri de tels agissements », a indiqué le porte-parole du collectif des agents de la STPU, Davys Dienguissa.

Rappelons que la disparition de la circulation des bus de la STPU paralyse plus d'un Brazzavillois. En effet, habitués à se pointer aux arrêts de bus surtout aux heures de pointe, ils s'interrogent sur cet arrêt brusque et inattendu. Mis en service depuis 2015, ces bus, communément appelés « Mal à l'aise » étaient au départ 90 pour la seule ville de Brazzaville. Mais, actuellement trente seulement sont en bon état. Chacun, d'une capacité de 74 places dont 35 assises et 39 debout.

Fruits de la coopération entre les gouvernements congolais et indiens, les accessoires pour le bon fonctionnement de ces bus doivent provenir de l'Inde le pays fournisseur.

P.W.D.



**BUROTOP IRIS**

# TELEFUNKEN

Le Géant allemand des téléviseurs



**LED 32" HD: 159 000 Fcfa**

**LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa**

**LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa**

**LED 55" FULL HD SMART: 549 000 Fcfa**

**LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa**

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60  
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

## L'Ambassadeur d'Algérie à Brazzaville,

Profondément affecté par le décès de Bellal Messaoud, présente, au nom de l'ensemble du staff de l'Ambassade et de la communauté algérienne en République du Congo, à sa famille et ses enfants, Réda et Mourad, ses sincères condoléances et les assure, en cette douloureuse et pénible circonstance, de sa profonde sympathie et de sa compassion.

Feu Messaoud, dit «Belly» fut un pionnier d'Algérie au Congo, où il a entretenu une amitié profonde et indéfectible au Congo, sa seconde patrie, qu'il avait choisie en terre d'accueil et où il compte d'innombrables amitiés..

Il fut un exemple de convivialité, d'hospitalité et d'amour pour ses hôtes et ses amis chez lui, à la «Coupole» à Brazzaville et à la «Baraka» à Pointe-Noire.

Puisse Allah, le Tout Puissant, lui rendre sa générosité, sa fidélité et sa charité du Haut de sa Bénédiction. et de sa Miséricorde.

A tous ceux qui l'ont connu, côtoyé et aimé, une prière pour que le Tout Puissant accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'Accueille en son Vaste Paradis.

## NÉCROLOGIE



Le secrétaire général de la Présidence de la République a la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel du cabinet du chef de l'État du décès le 2 juillet 2017 à Brazzaville de Joseph Mbys Assolant, conseiller spécial de Son Excellence, Monsieur le président de la République. La veillée mortuaire se tient à son domicile sis, N°2, rue Thestar (avenue du cimetière UTA-centre ville).

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement. Le secrétaire général de la

Présidence de la République présente ses condoléances les plus émues à la famille éplorée.



Nely carole Biantomba, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Nkounkou Kimbembe, Nsangou et enfants ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur fille Nkounkou Kimbembe Nette stéphanie, survenu le 3 juillet 2017 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au N° 13 de la rue Songui à la Base

(arrêt de bus Comus).

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

Brice Bakouma, agent des Dépêches de Brazzaville, la famille et enfants Massamba ont le regret de vous annoncer le décès de leur père Joachim Massamba, Pr à la Faculté des sciences et ancien directeur général de l'enseignement supérieur, survenu le 29 juin 2017 à Brazzaville.

La veillée se tient à Sonaco (Moukondo) non loin de l'ex boulangerie François Mpélé.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



## IN MEMORIAM



Les enfants et petits-fils Nicodème Kouakira, Léonie Madzela, Agathe Nkoli, Céline Madzouélé et Furet Kouakira demandent à tous ceux qui ont connu et aimé leur père M. Kouakira d'avoir une pensée pieuse pour lui.

À cet effet, pour le dixième anniversaire (8 juillet 2007-2017) de retour vers le Père Tout puissant de ce dernier, une messe a été dite le samedi 8 juillet 2017 en la cathédrale Sacré-cœur à 15 heures.

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS



Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE**

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces, Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)





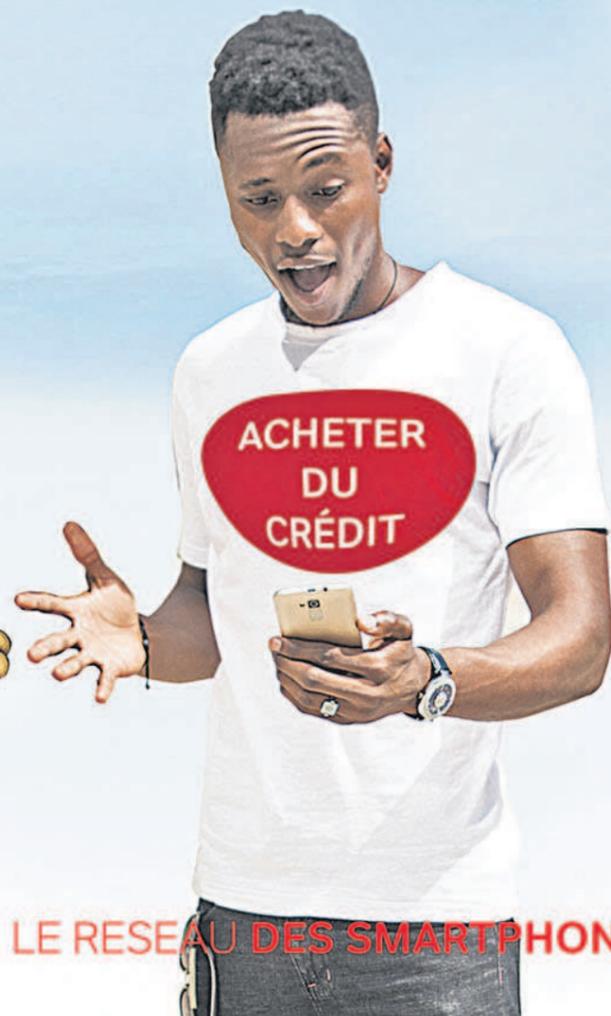
**POURQUOI AIRTEL?**

GAGNE **100% DE BONUS**

EN RECHARGEANT PAR AIRTEL MONEY

Compose **\*128\*2\*1#**

AG Partners 



LE RESEAU DES SMARTPHONES

## DISTINCTION

# Le colonel Guy Abel Mbongo fait ambassadeur culturel

**Le directeur de l'hôpital régional des armées, le médecin colonel Guy Abel Mbongo, a été nommé par l'ONG internationale MB Production ambassadeur du développement culturel, social et sportif dans la ville de Pointe-Noire. La cérémonie de sa décoration a eu lieu, le 7 juillet, en présence de Guy Edmond Loemba, administrateur-maire du deuxième arrondissement et du général Pascal Ibata.**

C'est une effervescence des grands jours que la population ponténégrine a vécue au siège social du deuxième arrondissement Mvoumvou. Un cadre du corps médical des Forces armées congolaises vient de s'inscrire dans une nouvelle dimension culturelle.

Le médecin colonel Guy Abel Mbongo, directeur de l'hôpital régional des armées, a été nommé ambassadeur du développement culturel, social et sportif dans la ville de Pointe-Noire par l'ONG internationale Mb production. Cette distinction est le fruit d'un travail acharné, c'est en quelque sorte la reconnaissance du travail qu'il a abattu depuis son arrivée à la tête de cet hôpital.

En effet, il y a deux ans, le colonel Guy Abel Mbongo a été porté à la tête de l'hôpital régional des armées dans la ville de Pointe-Noire. Dès son arrivée, il a fait un état des lieux approfondi de cette structure en cherchant à transformer tout ce qui était des faiblesses en atouts potentiels. Pour ce faire, il a commencé tout d'abord à changer le visage de cet hôpital en embellissant ses édifices pour le bonheur non seulement des médecins mais également des patients qu'il accueille chaque jour.

Dans son mot de circonstance,



Sidonie Plaza Moulady, candidate du PCT «Adiac»

l'administrateur-maire de Mvoumvou, qui a aussi reçu dans le passé cette même reconnaissance, a appuyé les œuvres de MB production qui sait reconnaître ce que font les gens dans leur vivant et surtout ce choix qu'il a porté sur le directeur de l'hôpital régional des armées de Pointe-Noire pour sa sagacité. « Aujourd'hui, tous les Ponténégrins peuvent toucher du doigt la mutation de l'hôpital régional des armées

*qui a changé de visage et où il fait beau vivre, à l'extérieur tout comme à l'intérieur; dans la pratique et les habitudes des médecins. Car il est important de reconnaître ce que les gens font de bien pendant qu'ils sont vivants qu'à leur mort. Et c'est ce qu'a fait l'ONG MB production », a-t-il dit.*

Le colonel Guy Abel Mbongo s'est dit fier de recevoir cette distinc-

tion, il n'a pas hésité à remercier ses collaborateurs et surtout ses chefs hiérarchiques, sans lesquels cette activité n'aurait pas eu lieu. « C'est un sentiment de joie et de

maître la clinique chirurgicale des armées «Clinique océan », une année avant d'atterrir sur Pointe-Noire, il a été directeur de l'hôpital médico-chirurgical

fier de recevoir une distinction d'une organisation non gouvernementale, je remercie donc MB production d'avoir prêté attention à mon sujet », a-t-il renchéri. Docteur d'état en médecine, le colonel Guy Abel Mbongo a obtenu son doctorat en 1995, puis un certificat d'études spéciales en chirurgie et une attestation spéciale en 2005 et 2008.

En 2012, il a tenu de main de

de campagne à Ouesso. Et en 2010, il a été médecin chef de la Fomac en République centrafricaine. Notons que cette activité a notamment connu la présence de Medard Mbongo, directeur-manager de l'ONG internationale MB production et elle a été agréementée par les chants des groupes traditionnels de la place et du Benin.

**Hugues Prosper Mabonzo**

## LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

## Le PCT présente officiellement ses candidats

**Le parti congolais du travail (PCT) a présenté, le 7 juillet, ses candidats du département de Pointe-Noire aux élections législatives et locales du 16 juillet en présence de Pierre Ngolo et de Victor Foudi respectivement secrétaire général du PCT et président fédéral dudit parti de la ville océane accompagnés d'autres membres de ce parti.**

Dans son mot de bienvenue, Victor Foudi a exprimé le soutien manifeste de la Direction générale du PCT en vue d'appuyer et booster les candidats de ce parti. « Je salue votre implication inconditionnelle dans la coordination stratégique de la campagne électorale du PCT au niveau national afin de garantir au président du comité central du PCT une large majorité au niveau des différentes assemblées. Ainsi après avoir concéder d'autres circonscriptions aux partis alliés, le PCT Pointe-Noire présente dix candidats à l'élection législative et sept listes à l'élection locale. L'heure a sonné pour les membres et candidats du PCT



La tribune officielle 2

du département de Pointe-Noire de montrer l'attraction qu'ils ont pour leur parti, leur pays et le peuple.

Ceux-ci doivent plus se mobiliser de manière générale pour un vote massif au profit des candidats du parti à travers cette élection couplée », a-t-il indiqué.

Pour sa part, Pierre Ngolo a rap-

pelé aux participants les mauvais résultats de son parti enregistrés à Pointe-Noire lors de l'élection présidentielle de 2016. Il a expliqué que les présentes élections sont délicates.

Celles-ci sont organisées dans un contexte délicat. Et le PCT Pointe-Noire n'a pas le droit de la moindre erreur. Cette élection est

une nouvelle occasion qui s'offre aux électeurs de Pointe-Noire en vue d'envoyer un signal fort, un message de prise de conscience de mobilisation. Les candidats à cette élection doivent prendre leur part de responsabilité et les électeurs aussi la leur. « La victoire à une élection est le fruit d'un travail collectif des

cadres, des candidats et des militants. pour cette raison, tous les membres du parti doivent créer les conditions d'une véritable synergie, complémentarité, complicité et de confiance en vue d'une mobilisation générale », a-t-il signifié.

L'orateur a aussi invité au ressaisissement d'autres membres du PCT qui n'étaient pas investis par le parti pour se présenter à cette élection. « Nous savons qu'il ya d'autres membres qui souhaitent être investis par le parti en vue de participer à cette élection, ceux-ci doivent comprendre que le parti ne pouvait pas investir tous les membres », a dit Pierre Ngolo.

Pour terminer, l'orateur a invité l'ensemble des candidats du PCT de la ville océane à une campagne apaisée qui se déroule dans la tolérance des uns et des autres.

« Se présenter à une élection ne constitue nullement une occasion de faire des invectives, des confrontations et des attaques physiques, de la violence, des contradictions stériles, ou de préférer les injures.

**Séverin Ibara**

## HUMEUR

## Quand tous ceux qui assistent aux meetings ne se sont pas enrôlés !

**L**e vrai problème lors des élections, a-t-on constaté, devrait être en amont celui de se faire enregistrer sur des listes électorales lors des périodes des révisions des listes électorales. Cet aspect est surtout négligé par des prétendants futurs candidats qui font plus attention à l'instant des campagnes qu'à ce moment là. Or le temps d'enrôlement sur la liste est primordial et déterminant. Et quant à la période des campagnes s'avère qu'une suite logique de la période d'enrôlement des électeurs. Pourquoi vous présents candidats et hier peut-être simples citoyens négligerez-vous cette période des révisions des listes électorales ?

Le premier constat est que, certaines personnes qui sont des candidats maintenant lors de ces présents scrutins couplés, Les législatives et le locales ont commis cette faute quand ils n'ont pas usé de toutes leurs stratégies en poussant des gens à aller se faire inscrire sur les listes électorales. Ainsi, un jeune qui en 2016 avait 17 ans d'âge et qui n'a jamais été éduqué dans la culture de mettre le bulletin dans l'urne et qui vient de totaliser ses 18 ans d'âge maintenant, s'il n'est pas poussé à se faire enrôlé peut demeurer dans cette même culture. Alors dans ce cas, la faute incombe aux personnes plus âgées que lui. Ces personnes sont à la fois des compatriotes vivant dans les mêmes quartiers et aussi certains politiques qui ne veulent relayer les actions de la CONEL lors des moments des révisions des listes électorales.

Le deuxième constat qui complète le premier est que quand certaines personnes changent de quartiers, elles éprouvent parfois de la fatigue à aller communiquer leurs nouvelles coordonnées résidentielles aux différentes COLEL et cela impacte négativement sur les chances d'obtention des bons pourcentages des candidats qui se présenteraient dans leurs nouveaux quartiers d'habitations. Car elles ne pourront pas voter là où elles sont maintenant résidées puisqu'elles ne se sont pas enregistrées de nouveau. Et d'autre part, si ces gens-là ne repartent pas voter dans leurs anciens quartiers où ils s'étaient faits recensés, du coup ils impactent aussi négativement les chances de ces candidats qui se présenteraient dans leurs anciens quartiers d'habitation. D'où il est clair que la phase d'enrôlement des électeurs sur les listes électorales est déterminante pour des prétendants candidats aux législatives et locales.

Dans les cas précités, on se rend bien compte que les popularités des meetings aux élections législatives et/ou locales ne traduisent pas forcément la force du candidat dans l'urne, étant donné que ces scrutins sont circonscrits, c'est-à-dire bien délimités. Ce qui revient à dire que l'électeur de la circonscription C peut assister aux meetings du candidat de la circonscription Z mais il ne votera pas dans cette circonscription. Contrairement aux échéances présidentielles où l'électeur qui réside soit à Ouessou dans la Sangha s'il est inscrit la liste électorale peut porter sa voix sur le candidat qui n'a même pas fait la campagne là-bas à Ouessou, puisque le territoire national se veut une seule et unique circonscription électorale lors des présidentielles.

D'où certains candidats associent les deux stratégies lors des campagnes des scrutins législatifs et locaux. Ces stratégies sont à la fois des meetings et carnivals populaires et aussi et surtout des campagnes de proximité qui, le plus souvent, se terminent par la question : « Quelles sont les personnes qui s'étaient fait recensées ? ». Et vous allez constater que lors de ces campagnes de proximité si des candidats commettent l'erreur de brandir comme préalable, le fait que l'électeur s'était fait recensé, ces réunions risqueront d'être désertes, car d'une part la plupart des jeunes qui viennent à peine d'avoir 18 ans d'âge méconnaissent cette culture de l'urne et d'autre part cette jeunesse dont l'âge varie entre 16 et 17 ans ne sera pas dans l'isolement pour choisir par défaut d'âge de la majorité.

Ceci étant que tous ceux qui caressent l'idée d'être des candidats aux scrutins législatifs et locaux devraient intégrer la dimension mobilisation des électeurs à se faire enrôler comme un premier pas vers la quête des électeurs. Car les meetings seuls ne comptent pas si les potentiels mandants ne sont pas enrôlés

**Faustin Akono**

## LÉGISLATIVES 2017

## Sidonie Plaza Moulady promet un plaidoyer pour l'amélioration du social des concitoyens

**La candidate du Parti congolais du travail (PCT) à Lumumba 1 aux législatives du 16 juillet poursuit sa campagne de porte à porte lancée depuis le 1er juillet. L'objectif étant d'exposer son projet de société en toute sérénité et d'écouter les doléances de la population.**

Douée d'une expérience de 22 ans en anesthésie-réanimation et 13 ans en administration, la candidate du parti de la majorité présidentielle, Sidonie Plaza Moulady, directrice générale de l'hôpital général Adolphe-Sicé de

santé, elle entend contribuer efficacement à l'accélération de la mise en œuvre des textes de lois portant sur la couverture maladie universelle (gratuité des soins et services au Congo ou sécurité sociale), à la construction des hôpitaux accessibles aux personnes vivant avec handicap, à l'institutionnalisation, à la recevabilité des personnels de santé en matière de qualité et sécurité de soins et à veiller à l'intégration du développement durable en santé. S'agissant de l'éducation, la candidate promet le plaider en faveur

du planting des flamboyants et mentalys les longs des grandes artères de Pointe-Noire, les textes de loi renforçant la protection des forêts et des eaux.

Par ailleurs, un plaidoyer est aussi jugé possible pour le renforcement de la protection des personnes âgées et de la jeune fille dans le domaine social ainsi que le recadrage du fonctionnement des Églises de réveil, la relecture et la mise en œuvre du respect du Code de la famille.

Enfin, la candidate du PCT à



Pointe-Noire entend après son élection mettre son expérience au profit des fils et filles du pays en général et spécifiquement de l'arrondissement n°1 Lumumba où elle est candidate aux législatives. « Je voudrais être une force de proposition des textes de loi et plaider pour la mise en œuvre effective de ceux-ci ainsi que des textes de lois qui existent déjà concernant des domaines divers qui amélioreront la vie des populations », a-t-elle indiqué.

En effet, dans le domaine de la

de l'amélioration des conditions de scolarisation (tables-blancs, toilettes, points d'eau dans toutes les écoles publiques), les textes de lois en faveur de la révision des programmes scolaires et universitaires qui réserve une place de choix aux nouvelles technologies et à la recherche.

Dans le domaine du développement durable, Sidonie Plaza Moulady plaidera pour la révision et le renforcement des textes de lois portant sur l'urbanisation des quartiers de la ville de Pointe-Noire, la réinstitutionnalisation

Lumumba 1 promet de veiller à l'élevation du budget de la santé à hauteur de 10% du budget global de l'État et au renforcement de l'appropriation et la mise en œuvre des outils de la gouvernance dans les établissements publics au Congo dans le domaine de la gouvernance. Partout où la candidate est passée avec son équipe de campagne, son message est bien accueilli par les populations qui ont promis lui accorder leurs suffrages aux législatives du 16 juillet.

**Charlem Léa Legnoki**

## FOOTBALL EN BREF/ COUPE DU MONDE U-17 INDE 2017

### Les représentants africains savent à quoi s'en tenir

**Le comité d'organisation de la phase finale a procédé le 7 juillet à Mumbai au tirage au sort de la Coupe du monde des moins de 17 ans de la Fifa qui se disputera du 8 au 26 octobre en Inde.**

Le Ghana, le Mali, la Guinée et le Niger qui représenteront l'Afrique dans cette compétition connaissent désormais leur adversaire. Le Ghana est logé dans le groupe A avec pour adversaires, l'Inde pays organisateur, les Etats-Unis et la Colombie. Le Mali est dans le groupe B en compagnie du Paraguay, de la Nouvelle Zelande et de la Turquie. La Guinée crociera dans le groupe C, l'Iran, l'Allemagne et le Costa Rica. Le Niger hérite d'un groupe D en compagnie de la RDP Corée, le Brésil et l'Espagne. Le Honduras, le Japon, la Nouvelle Calédonie et la France forment le groupe E tandis que le dernier groupe (F) mettra aux prises, l'Irak, le Mexique, le Chili et l'Angleterre.

Compétitions africaines : Les clubs soudanais disqualifiés

La Fédération soudanaise de football a été suspendue par le bureau du Conseil de la Fifa. La décision qui est tombée le 6 juillet pénalise déjà trois clubs soudanais dont deux étaient bien partis pour disputer les quarts de finale.

Al Hilal Elobied est première du groupe C de la Coupe de la Confédération avec 10 points et El Merreikh, deuxième du groupe A de la Ligue africaine des champions avec 7 points. Al Hilal quatrième du groupe avec 4 points devrait jouer sa chance à fond dans cette dernière journée. « Cette suspension a été notifiée aux parties par une lettre datée du 6 juillet 2017 et signée de la secrétaire générale de la Fifa, Fatma Samoura. La décision implique la perte par la fédération soudanaise de tous ses droits comme membre conformément à l'article 13 des statuts de la Fifa. Ce qui induit que les affiliés de cette fédération ne peuvent plus prendre part à aucune compétition internationale jusqu'à la levée de cette suspension », peut-on lire sur le site de la CAF. En résumé, ces trois clubs sont disqualifiés.

**James Golden Eloué**

## FOOTBALL

### Les résultats des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

#### Matches amicaux

A Saint-Andrews, en Ecosse, Blackpool disputait son premier match de préparation, face à Dundee Unite. Mis à l'essai depuis 10 jours, Christoffer Mafoumbi était titulaire et a joué l'intégralité du match. Face aux pensionnaires de 1re division irlandaise, l'international congolais n'a cédé qu'à une reprise, à la 29e, face à Fraser.

En Autriche, Anderlecht chute lourdement face au Red Bull Salzburg (1-4). Remplaçant, Silvère Ganvoula est entré à la 67e, alors que le score était acquis. Il reste désormais 2 matchs amicaux (face à Lierse et Dender) aux Mauves pour préparer la Supercoupe de Belgique, face à Zulte-Waregem, le 22 juillet.

Sans Igor Nganga, blessé, Aarau s'est incliné 0-2 face à Sochaux.

Monaco s'impose largement face à Sankt-Pölten (3-0). Entré à la 46e, Jordi Mboula a fait la démonstration de sa pointe de vitesse et de sa précision face au but à la 70e avec sa première réalisation sous le maillot monégasque.

Kévin Koumbemba était remplaçant lors de la victoire du CSKA Sofia face à Beroe (1-0).

Sans Francis N'Ganga (voir par ailleurs), Charleroi bat le Shakhtar Donetsk (2-0). Christian Madédé n'est pas entré en jeu lors de la victoire de l'OM contre le FC Sion (3-2).

Libre de tout contrat, Ladislav Douniama est en préparation, à Lisses, avec l'UNFP (Union nationale des footballeurs professionnels, le syndicat des joueurs pros). Mercredi, il était titulaire lors du match perdu par l'équipe de l'Unfp face à Niort (1-2). Titulaire, il part au duel à la 15e, mais le gardien des Chamois sort avec à propos dans ses pieds et remporte le duel. Remplacé à la pause.

Du côté du DAC Dunajska Streda, corrigé par l'Austria de Vienne (0-4), Yves Pambou Loembet a joué 60 minutes.

Sans Francky Sembolo, légèrement tou-



Christoffer Mafoumbi lors du match amical entre Blackpool et Dundee United (Crédits photo twitter)

ché à la cuisse, Meppen corrige le FC Twente (3-0). David Sambissa n'était pas dans le groupe néerlandais.

Christian Madédé n'est pas entré en jeu lors de la victoire de l'OM contre le FC Sion (3-2).

Libre de tout contrat, Ladislav Douniama est en préparation, à Lisses, avec l'UNFP (Union nationale des footballeurs professionnels, le syndicat des joueurs pros). Mercredi, il était titulaire lors du match perdu par l'équipe de l'Unfp face à Niort (1-2). Titulaire, il part au duel à la 15e, mais le gardien des Chamois sort avec à propos dans ses pieds et remporte le duel. Remplacé à la pause.

Du côté du DAC Dunajska Streda, corrigé par l'Austria de Vienne (0-4), Yves Pambou Loembet a joué 60 minutes.

Sans Francky Sembolo, légèrement touché à la cuisse, Meppen corrige le FC Twente (3-0). David Sambissa n'était pas dans le groupe néerlandais.

#### Ligue Europa, match retour du 1er tour préliminaire

Pas de miracle pour le FK Tirana : battu à l'aller par le Maccabi Tel Aviv (0-2), le club albanais a été corrigé à domicile, jeudi soir, sur un score sans appel de 3-0.

Réduit à 10 à la 44e, le FK Tirana a sombré en seconde période. Merveil Ndockyt était titulaire et a joué l'intégralité du match. Moïse Nkounkou n'était pas dans le groupe. Est-il rentré de Brazzaville ?

Pour le FK Tirana, retour à l'ordinaire de la deuxième division, après sa relégation en fin de saison. Il est donc temps pour Ndockyt de se consacrer au marché des transferts pour aller poursuivre sa carrière dans un meilleur environnement.

#### Transferts : Christoffer Mafoumbi à la relance en Angleterre

Après une saison compliquée en Afrique du Sud, Christoffer Mafoumbi va se relancer en Angleterre : il doit signer en début de semaine un contrat en faveur du FC Blackpool, promu en 3e division anglaise.

Gravement blessé l'été dernier (rupture du ligament du talon d'Achille en août), Christoffer Mafoumbi a vécu une saison 2016-2017 désastreuse, ne parvenant pas à récupérer sa place dans les buts des Free States Stars (4 matchs de championnat, 1 en Coupe).

C'est donc dans la plus grande discrétion qu'il s'est rendu, il y a dix jours, à Blackpool pour effectuer un essai. L'ancien Lensois avait auparavant résilié le contrat qui le liait au club basé à Phuthaditjhaba, dans la province de l'Etat-Libre. En Angleterre, Mafoumbi prend part aux séances et participe, ce vendredi, au match amical face à Dundee United (défaite 0-1).

Suffisant pour convaincre le staff de l'entraîneur. Ce sera normalement chose faite en début de semaine. Plus de détails, alors, sur la nature du contrat.

Camille Delourme

Legendes et credit photos: Après une expérience difficile en Afrique du Sud, Christoffer Mafoumbi devrait signer, en début de semaine, un contrat en faveur des Anglais de Blackpool (dr)

**Camille Delourme**

## RÉFLEXION

### Le grand pari du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo

Alors que l'Afrique centrale dans son ensemble se trouve confrontée à des tensions multiples, l'idée lancée par le président Denis Sassou N'Gouesso lors de la 22<sup>e</sup> Conférence sur le climat qui s'est tenue à Marrakech en fin d'année dernière de réunir les douze pays du Bassin du Congo dans une communauté qui aurait comme objectif de protéger la nature tout en accélérant leur émergence dans les domaines les plus divers paraît quelque peu utopique, pour ne pas dire tout à fait folle. Et pourtant c'est bien de sa concrétisation que peut naître, que naîtra sans doute à terme plus rapproché qu'on ne le croit, l'un des ensembles humains les plus prospères, les plus équilibrés, mais aussi les plus respectueux de l'environnement de la planète.

Il est bien vrai que l'Afrique centrale se trouve aujourd'hui confrontée à des crises qui ressemblent à une longue descente aux enfers avec la reprise des affrontements religieux en Centrafrique, l'incertitude politique dans laquelle vit la République démocratique du Congo, la montée des tensions sociales au Came-

roun et au Gabon, la crise économique provoquée dans tous les pays de la région par l'effondrement des cours des matières premières sur les marchés mondiaux, les désordres financiers qui en découlent et que paient les peuples au prix fort. Mais il l'est tout autant que seule la construction du Fonds Bleu permettra aux peuples de cette partie du monde de résoudre les problèmes de toute nature auxquels ils se trouvent confrontés.

S'il en est ainsi c'est bien parce que l'Afrique centrale dispose d'un atout unique qu'elle n'a guère exploité jusqu'à présent : le puissant, très puissant fleuve Congo et ses nombreux affluents, rivières ou ruisseaux qui convergent vers lui sur des centaines, des milliers de kilomètres. Innervant un espace géographique qui couvre près du quart du continent africain et dans lequel vivent aujourd'hui plus de trois cents millions d'êtres humains - quatre à cinq cents millions avant la fin de ce siècle - le Bassin du Congo constitue une source inépuisable d'eau et d'énergie qui peut, si elle est bien exploitée, résoudre à bref délai tous les problèmes qui se posent aux nations concernées. De l'irrigation à l'élec-

tricité en passant par la pêche, l'élevage, l'agriculture, l'aquaculture, la navigation ou le transport la liste des avancées qui naitront de cette mise en exploitation est aussi longue que riche. Et c'est d'elles que naitront tout à la fois le progrès, le confort, la sécurité, l'élévation du niveau de vie auxquels aspirent légitimement tous les peuples du deuxième plus grand bassin fluvial de la planète.

La Conférence d'Oyo ayant décidé le 8 mars dernier la création du Fonds Bleu qui réunira autour de ces objectifs les douze nations du Bassin du Congo il reste maintenant à en poser les fondations, c'est-à-dire à créer l'institution qui sera chargée de concrétiser le projet. Un travail qui s'annonce aussi passionnant que complexe, passionnant parce qu'il déterminera le destin de l'Afrique centrale, complexe parce qu'il n'est jamais facile de construire ce genre d'édifice comme l'a prouvé l'Europe tout au long du dernier siècle.

Nous n'avons évidemment pas de conseils à donner à celles et ceux qui ont, ou qui auront la charge de mener à bien ce grand et noble dessein, mais des

informations qui remontent en continu vers nous depuis la signature de l'accord d'Oyo ressort le fait que la communauté internationale attend avec une impatience grandissante que naisse l'institution chargée de construire le Fonds Bleu. Au-delà des organes de la gouvernance mondiale et des gouvernements de la sous-région qui se penchent sur le dossier, les bailleurs de fonds publics et privés, les entreprises grandes et petites, les organisations non gouvernementales spécialisées dans la lutte contre le dérèglement climatique et pour la protection de la nature espèrent, en effet, pouvoir très vite apporter leur savoir-faire dans le processus qui permettra à l'Afrique centrale de devenir l'un des principaux moteurs de l'économie mondiale.

Tout milite aujourd'hui en faveur d'une accélération du mouvement qui fera du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo un modèle vers lequel afflueront les talents et les capitaux. Tout y compris les grandes infrastructures dont le Congo en général et Brazzaville en particulier se sont dotées ces vingt dernières années. Alors, pourquoi attendre ?

**Jean-Paul Pigasse**